

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 286

Artikel: Le biberon, bénédiction et malédiction dans les pays du tiers-monde
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026634>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le biberon, bénédiction et malédiction dans les pays du tiers-monde

Une société multinationale au pied du mur sur des points précis articulés sur une analyse fouillée de son activité : l'événement est à saluer avec intérêt, bien qu'avec les réserves d'usage.

C'est sur Nestlé que s'est porté l'attention d'un certain nombre de spécialistes. L'angle d'attaque (le mot propre pour qualifier la polémique actuellement en cours) : les méthodes de vente des aliments pour bébés, et plus précisément le lait en poudre, dans les pays en voie de développement.

L'enjeu : d'énormes intérêts commerciaux (le géant britannique « Cow and Gate » est également sur la sellette), mais surtout l'avenir de populations entières livrées à la malnutrition, à la sous-alimentation.

La toile de fond : l'explosion démographique dans le tiers-monde, qui rend les marchés démesurés, mais qui multiplie aussi les problèmes du sous-développement à l'infini.

Au total, de multiples données, souvent contradictoires. Il s'agissait de débrouiller l'écheveau. C'est la tâche à laquelle s'est attelée « War on want », une organisation anglaise d'aide au tiers-monde, dans un rapport détaillé publié en anglais sous le titre « The Baby Killer » (traduit en allemand par le Groupe de travail pour le tiers-monde — « Arbeitsgruppe Dritte Welt » Postfach 1007, 3001 Bern —; une traduction en français est en cours).

Un travail d'une trentaine de pages exemplaire à bien des égards : ce n'était bien sûr pas une petite affaire que de cerner dans le monde entier l'activité coordonnée d'un groupe dont les visages sont aussi nombreux que ceux des régions dans lesquelles il s'implante. Et qui plus est, s'attaquer au marché du lait en poudre, qui a été, et qui restera selon toute probabilité la providence de popula-

tions entières aux prises avec la sous-alimentation, demandait une réelle finesse d'analyse.

Suivre la démarche des enquêteurs de « War on want », c'est d'abord dire les ravages de la sous-alimentation, que l'on tient à juste titre comme le problème numéro un du tiers-monde. Depuis quelques années, des études se sont poursuivies qui tentaient de suivre chez des adultes les dégâts engendrés pendant leur petite enfance par la sous-alimentation. Les conclusions se sont révélées converger : le risque est gigantesque de lésions irréversibles dans le cerveau; ceci sans revenir sur d'autres retards graves touchant au développement des fonctions intellectuelles, et par là même à l'insertion sociale (elle-même condition « sine qua non », pratiquement, d'une accélération du développement...).

Dans ces conditions, on conçoit que la question de la qualité de la nourriture à donner aux enfants ait des résonances tragiques, mais aussi des implications économiques imposibles à passer sous silence.

Sur la théorie, tout le monde est d'accord : le lait maternel est largement supérieur à tous les autres aliments pour bébés. Pour différentes raisons qui, toutes, sont déterminantes :

- a) il est supérieurement adapté aux conditions de vie de l'enfant (sa concentration peut changer selon les conditions climatiques, par exemple);
- b) il protège naturellement l'enfant contre les infections les plus diverses (par un mécanisme qui n'est pas encore tiré au clair);
- c) la nourriture au sein, puisque la mère qui allait n'a pas ses règles, soulage les efforts entrepris souvent pour contrôler la hausse du taux de natalité;
- d) l'allaitement crée des conditions psychologiques plus propices à la naissance de rapports équilibrés entre l'enfant et la mère.

De son côté, la nourriture au biberon comporte des désavantages certains dus, principalement aux mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles elle est le plus souvent administrée à l'enfant. C'est ainsi que les plus récentes statistiques tenues à jour au Chili font état d'un taux de mortalité trois fois plus élevé chez les enfants nourris au biberon que chez ceux dont la mère n'a pas abandonné l'allaitement. A cela des causes diverses, dominées par l'apparition inévitable, semble-t-il, de la malnutrition lors du passage d'une forme de nourriture à l'autre.

Et les auteurs du travail de citer des exemples multiples, et dans le monde entier, de pays ayant eu à pâtrir de programmes d'alimentation centrés sur la nourriture au biberon.

Dans ce contexte, on peut se demander pourquoi les mères abandonnent progressivement l'allaitement, contrairement à leurs intérêts les plus clairs. Comment se fait-il qu'au Chili, par exemple — mais c'est un cas extrême — alors qu'il y a vingt ans 95 % de tous les bébés âgés d'un an étaient encore nourris au sein, ne le sont plus aujourd'hui que 20 % des nouveau-nés de deux mois ?

Des enquêtes menées en Jamaïque peuvent apporter des premiers éléments de réponses. Il s'est avéré que, dans la région de Kingston, près de 90 % des mères ayant des enfants de six mois s'étaient converties au biberon; et parmi elles, 14 % affirmaient avoir cédé aux injonctions de nurses appointées par les sociétés spécialisées dans la vente de lait en poudre, ou avaient été induites en tentation par des échantillons gratuits; seulement 13 % avaient cessé de nourrir elles-mêmes parce qu'elles travaillaient, tandis que la grosse majorité soutenaient n'avoir plus assez de lait pour subvenir aux besoins de leurs rejetons.

Ces statistiques révèlent un aspect extrêmement délicat du problème : de nombreux médecins soutiennent que très rares sont les femmes, même

habitant dans des régions spécialement déshéritées, qui ne peuvent pas nourrir leurs enfants (dans un village campagnard du Nigeria, par exemple, cette proportion n'était pas plus haute que le 1 % des femmes examinées). Dans leur explication du phénomène de désaffection de la nourriture au sein, les auteurs du rapport mettent l'accent principalement sur des causes sociales (attractif du modernisme, notamment) et économiques.

Comment ne pas voir en effet dans ce bouleversement de traditions ancestrales l'influence de nouvelles civilisations urbaines et industrielles, pour qui le sein est en passe de devenir d'abord un symbole sexuel, plus qu'une source de nourriture, et où surtout le statut professionnel de la femme l'empêche souvent d'allaiter ? Certains parlent même ici de « colonialisme laitier », c'est-à-dire de l'exportation systématique de modes de vie, totalement inadaptés aux pays en voie de développement, par des nations riches acculées à vendre leurs techniques pour les rentabiliser.

Lorsqu'on lit au début de la brochure destinée aux mères et distribuée par Nestlé qu'« il est recommandé de se laver soigneusement les mains avec du savon avant de préparer le repas de l'enfant », et lorsque l'on constate par ailleurs que le 66 % des ménages de la capitale du Malawi, une cible parmi d'autres des vendeurs de lait, ne disposent pas d'installations sanitaires tandis que 60 % n'ont tout simplement pas de cuisine, le hiatus apparaît nettement entre des méthodes commerciales mises au point selon des critères très occidentaux et l'état de sous-développement de « clients », livrés pieds et poings liés aux démarcheurs spécialisés. Un état de sous-développement encore plus tragique si l'on sait que l'effet bénéfique de la nourriture au biberon est totalement tributaire des conditions de propreté dans lesquelles elle est administrée... A cela s'ajoute que l'allaitement par la mère est nettement plus avantageux pour le budget des ménages concernés que l'achat systématique de lait en poudre...

Une des commissions spécialisées de l'ONU va même plus loin: selon les conclusions des experts intéressés à la question, la nourriture au biberon, qui est bien selon eux une alternative imaginable au lait de la mère, suppose l'existence d'un tel nombre de conditions pratiques que dans la plupart des cas l'expérience se solde par un échec (la mère n'a pas les connaissances suffisantes pour suivre les indications portées sur le mode d'emploi; la mère, faute d'argent, « allonge » le mélange et provoque irrémédiablement un état de malnutrition chez l'enfant; etc.).

Dès lors, le diagnostic général est relativement simple. On constate d'une part que toutes les portes, vu l'état d'urgence, sont ouvertes aux sociétés spécialisées dans les aliments pour bébés; on constate aussi que tout dépendra de l'usage fait de la publicité et des efforts entrepris pour informer les mères avant d'en faire des clientes.

Et là, les auteurs du rapport n'y vont pas par quatre chemins ! Tout en admettant que les firmes qui se battent pour conquérir les marchés du tiers-monde se flattent de mener une campagne systématique d'information des mères, voire de prôner même le lait maternel, ils dénoncent certaines pratiques qui, pour faire partie de la guerre commerciale à base de concurrence effrenée et dressant les unes contre les autres les sociétés en question, « sont contraires à l'éthique et immorales dans le contexte du tiers-monde »:

— telles ces agentes de propagande, non qualifiées sur le plan médical, qui, sous le couvert d'une information nutritionnelle, vendent simplement leurs produits;

— telles ces manœuvres pour induire des mères en tentation de lait en poudre alors qu'elles sont parfaitement en état d'assumer la nourriture de leurs enfants;

— telles ces nurses, qualifiées elles, mais payées à la commission...

— telles ces distributions intensives d'échantillons dont la multiplication, dans les hôpitaux par

exemple, suffit à faire prendre de « mauvaises habitudes » aux mères qui viennent se faire soigner. Nestlé, pour sa part, conteste le bien fondé de ces accusations, remarquant notamment que la promotion pour ses produits vient toujours en contrepoint d'un effort entrepris pour convaincre les mères que le lait maternel est le meilleur des aliments pour leurs enfants.

La conclusion des enquêteurs de « War on want » ? Deux points qui rejoignent les recommandations de la commission de l'ONU spécialisée dans les questions touchant les protéines:

1. Les mères doivent être suivies et soigneusement informées sur la manière d'utiliser les produits; pas seulement sur le dosage, mais encore sur la façon de les préparer et de les absorber hygiéniquement.

2. L'accès à ces aliments ne doit pas être fonction du niveau économique, mais déterminé par les besoins réels des enfants. Théoriquement, ces produits ne devraient être administrés qu'aux enfants qui ne prennent pas assez de poids à cause d'un allaitement maternel insuffisant. Dans ces cas-là, le lait en poudre devrait être distribué gratuitement et en petites doses (au maximum la quantité nécessaire pour une semaine). Un tel programme ne pourrait bien sûr être mis en œuvre qu'avec le soutien financier de l'Etat, de la communauté ou d'organisations d'entraide. En outre, ces aliments ne devraient être distribués qu'exclusivement par le canal des médecins et des centres médicaux officiels.

Des mesures qui sont non seulement urgentes, mais indispensables à l'équilibre planétaire.

En guise de conclusion, cette disposition en vigueur en Suède, où la mortalité infantile est la plus faible du monde:

« La publicité pour les produits remplaçant le lait maternel, qu'elle soit directement adressée au public tout entier ou qu'elle soit destinée à des familles isolées est interdite. Sont également interdites toutes actions ayant pour but de vendre de tels produits au rabais ».